

## CONSULTATION PUBLIQUE N°2024-10

### Version non confidentielle

## Consultation publique du 10 juillet 2024 relative aux évolutions de la méthode de construction des tarifs réglementés de vente d'électricité

### **Question 1 - Avez-vous des remarques sur la méthode de calcul « d'empilement par option cible » envisagée par la CRE ?**

*Des analyses doivent être menées afin, notamment, d'être assurés que les coûts d'acheminement d'un site en HP/HC soient bien totalement couverts (à l'année) par rapport aux coûts d'acheminement associés à ce nouveau profil "Option Cible" (compensation CDC entre profils HP/HC versus "cible").*

*Néanmoins, nous sommes davantage favorables à cette méthode qu'à la solution alternative de construction par fixation d'un « ratio d'équilibre cible ».*

### **Question 2 - Avez-vous des remarques sur la méthode de construction des tarifs par fixation d'un « ratio d'équilibre cible » envisagée par la CRE ?**

*Nous ne sommes pas favorables à cette proposition alternative qui vient tordre, de façon artificielle, la structure tarifaire des différentes options et ne permettra plus la couverture des coûts.*

### **Question 3**

#### **A- Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la méthode par homothétie pour les tarifs Base et HPHC en 2025 ?**

*Nous manquons encore d'éléments pour envisager une évolution par option cible dès 2025. Néanmoins, nous rappelons que la méthode par homothétie actuellement utilisée par la CRE ne permet pas de couvrir les coûts des tarifs HPHC pour un fournisseur alternatif, ce que nous regrettons.*

#### **B- Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer la méthode d'empilement par option cible à partir de l'année 2026 ?**

*Cette proposition nous paraît intéressante pour 2026. Nous souhaiterions néanmoins avoir une transparence totale sur la méthodologie utilisée, notamment concernant les pondérations utilisées et les modalités de détermination de la CDC "cible".*

### **Question 4 - Partagez-vous l'analyse de la CRE qu'il est nécessaire de faire évoluer de manière progressive le niveau de l'option Tempo, et ceci dès 2025 ?**

*Nous considérons qu'il est nécessaire que les coûts de cette option soient couverts.*

### **Question 5 - Êtes-vous favorable à la suppression de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 18 kVA à 36 kVA à partir du mouvement tarifaire de février 2026 ?**

*Nous sommes favorables, de façon générale, à la suppression de l'option Base qui n'envoie pas les bons signaux tarifaires aux consommateurs pour moduler leurs consommations et apporter la flexibilité nécessaire au réseau.*

**Question 6 - En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez-vous de conserver l'option Base pour les consommateurs de puissance souscrite 18-36 kVA ?**

*A minima, une bascule des clients actuellement en base si nous décidions de supprimer cette option pour suivre le TRV. Concernant le fait de supprimer l'option Base, nous ne pouvons pas nous prononcer pour le moment.*

**Question 7 - Êtes-vous favorable à la mise en extinction de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 9 kVA à 15 kVA, à partir du mouvement tarifaire de février 2025 ?**

*Nous sommes favorables, de façon générale, à la suppression de l'option Base qui n'envoie pas les bons signaux tarifaires aux consommateurs pour moduler leurs consommations et apporter la flexibilité nécessaire au réseau.*

**Question 8 - Que pensez-vous de faire un bilan de la mise en extinction de l'option Base des TRVE pour les puissances souscrites 9-15 kVA d'ici 3 ans, dans la perspective d'une éventuelle suppression dans 4 à 5 ans ?**

*Oui, nous y sommes favorables. Nous considérons néanmoins qu'il ne sera pas nécessaire d'attendre 3 ans pour obtenir toutes les données permettant de faire un bilan de cette mise en extinction.*

**Question 9 - En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez-vous conserver l'option Base pour les nouveaux consommateurs de puissance souscrite 9-15 kVA ?**

*A priori, nous ne voyons pas d'impact dans l'immédiat. Concernant le fait de supprimer l'option Base, nous ne pouvons pas nous prononcer pour le moment.*

**Question 10 - Êtes-vous favorable à l'expérimentation, au sein des TRVE, d'une offre proposant un tarif plus bas toutes les heures de l'année, sauf pendant les périodes les plus tendues du système électrique (quelques heures en journée le matin et le soir, pendant les mois d'hiver), avec éventuellement des heures super creuses la nuit et le week-end ?**

*Nous ne sommes pas sûr de suivre la CRE sur cette proposition. En effet, le régulateur précise que "les consommateurs 3-6 kVA n'ont pas tous la possibilité d'adapter facilement leurs comportements" et propose, en même temps, de créer une nouvelle option avec des signaux tarifaires plus complexes à suivre pour ces derniers que l'option HP/HC.*

*Par ailleurs, nous considérons que le TRVE n'a pas vocation à proposer des offres dites "innovantes". Ils doivent jouer le rôle de fournisseur de derniers recours pour les consommateurs ne parvenant pas à souscrire à une offre de marché répondant à leurs attentes. Le TRVE doit être le plus simple possible avec une unique option (généralisation de l'option HP/HC saisonnalisée hiver/été) reflétant au plus près les coûts d'un fournisseur. A l'inverse, l'innovation doit être le moteur de la concurrence dans un marché où 60% des consommateurs sont encore au TRVE.*

**Question 11 - Voyez-vous d'autres évolutions permettant de mobiliser la flexibilité des petits consommateurs du secteur résidentiel ?**

*Le TRV doit permettre de couvrir au plus près les coûts des consommateurs. Aussi, si la CRE souhaite favoriser un signal tarifaire afin de décaler certains usages, nous proposons, comme pour l'ensemble des puissances, la suppression de l'option base et la généralisation de l'option HP/HC saisonnalisée hiver/été. Le rôle du TRV n'est pas de multiplier les options.*

**Question 12 - Si les résultats de l'expérimentation de la nouvelle option proposée par la CRE sont concluants, êtes-vous favorable à une éventuelle évolution de l'option Base vers cette option ?**

*Cf question 10 et 11.*

**Question 13 - Êtes-vous favorable à l'utilisation des profils ENT1 et ENT3 pour la construction des TRVE sup 36 kVA pour l'année 2025 ?**

*NSP (ilek non présent sur ce segment de marché).*

**Question 14 - Êtes-vous favorable à l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit en utilisant les consommations du portefeuille des consommateurs souscrivant aux TRVE sup 36 kVA à partir de l'année 2026 ? Ou préférez-vous l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit à partir d'une agrégation de courbes de charges transmises par les gestionnaires de réseaux ou par les fournisseurs ?**

*NSP.*

**Question 15 - Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs en basse tension sup 36 kVA ?**

*NSP.*

**Question 16 - Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs haute tension ?**

*NSP.*

**Question 17 - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer une méthode de calcul identique pour les TRVE sup 36kVA et inf 36kVA à l'exception des composantes suivantes : coûts d'acheminement, coûts de commercialisation, coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?**

*NSP.*

**Question 18 - Êtes-vous favorable aux modalités de prise en compte des coûts d'acheminement dans les TRVE supérieurs à 36 kVA envisagées par la CRE ?**

*NSP.*

**Question 19 - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir comme référence de coûts commerciaux des TRVE sup 36 kVA, pour l'année 2025, les coûts de commercialisation des TRVE bleus non résidentiels ?**

*NSP.*

**Question 20 - Êtes-vous favorable à la période de lissage envisagée par la CRE pour le coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?**

*NSP.*

**Question 21 - Êtes-vous favorable à une date d'évolution des TRVE au 1er janvier de chaque année dans le cadre de la fin de l'ARENH ? Si oui, êtes-vous favorable à une modification de la date d'évolution dès le mouvement tarifaire de janvier 2026 ?**

*Oui, nous y sommes favorables. Cela permettra de mettre fin à un biais structurel de la construction actuelle du TRVE.*

**Question 22 - Que pensez-vous de la proposition de la CRE d'inclure une brique supplémentaire liée à l'exposition des fournisseurs alternatifs au spread bid-ask lors de la participation aux marchés de gros ?**

*Nous y sommes très favorables. Il s'agit d'une demande ancienne des fournisseurs qui permettra de prendre en compte cette brique de coût inhérente à l'activité de fourniture.*

**Question 23 - La méthode de prise en compte de l'exposition au spread bid-ask proposée par la CRE vous semble-t-elle refléter les coûts portés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quel niveau du paramètre X vous semble adapté pour refléter les coûts supportés par les**

**fournisseurs répliquant le TRVE ? Quelle méthode alternative proposeriez-vous ?**

*En allant sur le marché en tant qu'acheteur, un fournisseur souhaitant répliquer le TRVE n'a pas la marge de négociation suffisante pour ne pas se positionner au niveau de l'ask. Il est "acheteur à tout prix". Aussi, en partant de la formule proposée par la CRE, X devrait être au niveau de 100%.*

**Question 24 - Si vous êtes un fournisseur alternatif ou un agrégateur agissant pour le compte d'un fournisseur alternatif, retranscrivez-vous ces frais dans vos offres de fourniture ? Si oui, par quelle méthode ?**

*Les fournisseurs supportent des coûts financiers élevés avec les appels de marge pour les achats forward. Ces derniers pèsent d'autant plus sur les petits acteurs. Ces frais sont naturellement répercutés dans les offres de fourniture en venant sur-encherir nos coûts d'approvisionnement.*

**Question 25 - Si vous êtes un fournisseur d'électricité, quelle structure de marge adoptez-vous pour couvrir les risques quantifiables et non quantifiables pesant sur votre activité ? Question 26 Quel serait selon vous le niveau de couverture des risques à intégrer dans la rémunération normale des TRVE applicable en 2026 ?**

*Confidentiel.*

**Question 26 - Quel serait selon vous le niveau de couverture des risques à intégrer dans la rémunération normale des TRVE applicable en 2026 ?**

*Nous partageons l'observation de la CRE quant à la perspective d'augmentation du risque d'optionnalité consécutive au lissage sur deux ans de l'intégralité des volumes sourcés sur les marchés. Cette situation nécessitera une augmentation du niveau de rémunération de l'activité de fournisseur.*

*Néanmoins, la proposition de porter ce niveau de 2% à 2,5% du tarif moyen HT nous paraît assez aléatoire. Aussi, si la CRE juge que le risque d'optionnalité est impossible à quantifier ex ante, il pourrait être envisagé de moduler ce risque via l'intégration d'une brique de rattrapage ex post.*

**Question 27 - A l'issue de la crise énergétique considérez-vous que la modélisation du risque thermosensibilité de la CRE répond toujours correctement aux besoins des fournisseurs, en reflétant fidèlement les surcoûts supportés ? Dans le cas contraire, quelles propositions d'évolution de la modélisation des surcoûts liés au risque thermosensibilité à intégrer au TRVE feriez-vous ?**

*La réalité du changement climatique pèse significativement sur ce risque, qui n'est pas symétrique dans la mesure où ce dernier n'est pas nul en espérance. Cette réalité doit être prise en compte dans les tarifs de vente. Nous proposons de saisonnaliser les prix avec une unique option du TRVE (option HP/HC saisonnalisée hiver/été).*

**Question 28 Êtes-vous favorable à l'évolution de la définition du coût des écarts proposée par la CRE ?**

*Oui. A l'époque où la CRE avait retenu une valeur de 0,3 €/MWh pour le coût des écarts, les prix spot moyens étaient autour de 30€/MWh (soit ≈ 1 % du prix spot). Avec l'augmentation des prix de marché, cette valeur est devenue bien inférieure aux coûts réellement supportés par les fournisseurs.*

*La proposition de la CRE nous paraît donc satisfaisante.*

**Question 29 Quel niveau du paramètre X proposeriez-vous afin de refléter au mieux les coûts supportés par un fournisseur alternatif répliquant la méthode d'approvisionnement du TRVE ?**

*Confidentiel.*

**Question 30**

**A- Quelle référence de prix des CEE vous semble la plus adaptée pour une construction transparente et contestable des coûts commerciaux inclus dans les TRVE ?**

*En l'absence de marché organisé des CEE, l'indice Emmy spot - composé du prix des transactions enregistrées pour un mois donné - a l'avantage de refléter aux mieux la situation du marché des CEE à l'instant T. Néanmoins, il ne permet pas de refléter les coûts d'un fournisseur assurant sa couverture à l'avance.*

*Aussi, un indice Emmy forward devrait prochainement voir le jour et serait le plus adapté pour être utilisé comme référence de coût dans le TRVE.*

**B- Quelles seraient les méthodes de calcul à appliquer à cette référence, en particulier s'agissant de la durée de lissage et des produits considérés ?**

*Nous préconisons une méthode de calcul et une période de lissage calquée sur ce qui est fait pour l'approvisionnement en énergie.*